

N° 90 — AVRIL 1971

« LE PEUPLE BRETON »
mensuel
Boîte postale 713 RENNES

ABONNEMENTS

Ordinaire : 12 F
Étranger (par avion) : 20 F
De soutien : à partir de 20 F
C.C.P. 2 365-76 RENNES

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé

LE PEUPLE 1^F BRETON UDBN

JOURNAL DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

COTES-DU-NORD : UN EXEMPLE DU SOUS-DÉVELOPPEMENT BRETON

BILAN DE 6 ANS DE GAULLISME
(Une étude sur plusieurs numéros)

Alors que la situation démographique et économique se dégrade en Bretagne, de nombreux articles (d'une presse subordonnée au gouvernement ou au capitalisme) ont cherché, à l'occasion des municipales, à rassurer une opinion à juste titre inquiète. L'étude qui suit, bien qu'elle ne porte que sur les Côtes-du-Nord, est une mise au point.

(Suite page 5).

AU FAOUËT, LES TRAVAILLEURS DISENT "NON" AU DÉSERT BRETON

C.I.D.E.C.O.B.

Une animation insolite régnait, au soir du 20 février, dans la bourgade morbihannaise du Faouët. Venues de tout le canton, 350 personnes se pressaient dans la salle Le Bastard pour écouter les techniciens du C.I.D.E.C.O.B. leur conter la situation dramatique du centre-ouest breton.

A L'APPEL DES SYNDICATS

Le Faouët fait, en effet, partie de cette région désolée de l'Argoad qui, avec quinze autres cantons des

Côtes-du-Nord, du Finistère et du Morbihan, constitue la zone d'action du C.I.D.E.C.O.B. (Comité Interdépartemental d'Expansion du Centre Ouest Bretagne). Nos lecteurs connaissent déjà ce comité qui s'atta-

che à l'étude et à la défense d'un secteur particulièrement préoccupant de notre Argoad.

Notre position concernant ce co-

mité est déjà connue. Pourtant, le rassemblement du Faouët présente une nouveauté qui mérite d'être soulignée : ce sont, en effet, les

(Suite page 4).



Clicak • Le Peuple Breton •

L'E. D. F. EN BRETAGNE

LE DÉBUT D'UNE GRANDE ETUDE (PAGE 5)

Édito

DES MUNICIPALES...

LES MUNICIPALES ÉTAIENT UNE ÉTAPE dans la longue marche que nous voulons mener pour la DÉCOLONISATION DE LA BRETAGNE. C'était un moment que nous voulions utiliser à plein...

A cet égard, nous expliquons par ailleurs le travail que nous avons mené et les satisfactions qu'il nous a données, notamment à Brest. Nous nous félicitons aussi de progrès sensibles enregistrés par la gauche en plusieurs points importants de Bretagne. C'est un encouragement pour la continuation de notre combat.

... AU PROBLÈME BRETON

Qu'après les municipales, les hommes de gauche ne se laissent pas endormir :

Quelques jours à peine après le premier tour des municipales, les syndicats lancent à nouveau un cri d'alarme à « FRANCE-ÉLEVAGE » à cette usine qui, située près de Lorient, fabrique des débris de fougères. En octobre 1970, elle était menacée de fermeture. La « P.B. » n° 84, octobre 70 et n° 85, novembre 70. Devant la détermination des employés et le soutien que leur apporte la population bretonne, les pouvoirs publics décidèrent à sauver l'usine qui, le 1^{er} décembre, passait aux mains de la société marocaine Lantana et Lant. MARCELLIN s'était félicité de l'aide qu'il avait apportée à nos députés à l'époque que c'était pour des raisons idéologiques, les municipalités approchant. Nous avons raison. Puis le 4 mars 1971, Marcellin (dont nous avons montré, dans le dernier numéro, l'attitude ACTIVITÉ ELECTORALISTE : promesses, inaugurations, dédications...) fait publier un communiqué rassurant : dans les huit jours, deux déshydratateurs (chacune valant 140 millions d'euros francs) seraient commandés à « France-Élevage » et un plan de commandes régulier destiné à l'agriculture bretonne était à l'étude au Ministère de l'Agriculture. Quinze jours après, aucune commande n'est venue et les promesses de M. Marcellin étaient des promesses électorales à l'occasion remonter les députés syndicaux et... lui-même employés sont licenciés, laissant planer une lourde menace sur l'usine.

CITROËN vient de rappeler (sous les termes mystifiants de sa propagande) le rôle d'USINE-PIRATE qu'elle joue en Bretagne (communiqué paru dans la presse à la suite d'une attaque dirigée, devant l'usine de la Jante, à Rennes, contre des socialistes distributeurs de tracts) :

« Avec dix ans de recul, Citroën est heureux d'avoir pris des risques en installant à Lait, à l'Ouest, de ses usines d'histoire, de Lorient et de la région parisienne. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, 3 000 millions particuliers construits ou rénovés, une certaine aisance qui pénètre dans les campagnes jusqu'à 60 kilomètres de Rennes et évite l'exode rural, tandis que 13 000 emplois directs ont pu être créés sans nuire à l'équilibre économique régional et qu'une stabilité exceptionnelle a permis de recruter jusqu'à la meilleure de toutes les justifications... »

Le profit réalisé (seule justification de jeter le voile sur le Bretagne), sur des pratiques antisyndicales de choc, sur des méthodes de recrutement utilisant tous les moyens pour « bien » choisir les employés, sur l'utilisation à bon marché d'une main-d'œuvre dépourvue de conscience syndicale et qui, recrutée jusque dans le Mor-Bihan, doit faire le déplacement chaque jour.

L'UNIVERSITÉ DE BREST est menacée dans son existence. Or une université joue, dans une région, un rôle économique et culturel important.

À l'installation solennelle de l'université de Brest, le 26 février, les déclarations du recteur d'académie sont inquiétantes : de toute évidence, la création — qui serait normale comme dans toute université — d'un institut de formation des professeurs du second degré n'est pas envisagée à Brest. Les conséquences d'un tel refus seraient catastrophiques : le départ des étudiants de Brest poursuivraient alors leurs études à Rennes qui aura son institut de formation. L'université de Brest ne pourrait se remettre de cette hécatombe.

LA VIE DU PARTI

SECTION D'AURAY

« Au cours de la nuit, le meeting a été très réussi... »

SECTION DE BREST-RECOURANCE

« L'initiative activiste proposée par le comité... »

SECTION DE RENNES

« La section a mené un rythme de travail... »

SECTION DES COTES-DU-NORD

« Au cours de la nuit, le meeting a été très réussi... »

SECTION DE PARIS

« Les membres du P.B. se sont réunis... »

SECTION DE QUIMPER

« Les membres du P.B. se sont réunis... »

Souscription permanente pour le progrès du « Peuple Breton »

Table with 2 columns: Name and Amount. Includes names like Aurore, Vigneron, etc.

LIBRAIRIE JEAN-JAURÈS à notre service 170, rue Jean-Jaures - BREST

Voilà, parmi tant d'autres, quelques exemples qui montrent que le relance des revendications bretonnes est nécessaire.

POUR L'UNION DES FORCES REVENDICATIVES

Le mois dernier, nous manifestions notre satisfaction de voir l'Union C.F.D.T. de Bretagne et le Comité régional C.G.T. de Bretagne déclarer, vers le mi-février, leur volonté de se mobiliser pour de nouvelles revendications bretonnes.



LES RÉSULTATS UDB aux MUNICIPALES (1^{er} tour)

A YANNES

« Trois listes furent en présence : celle de Marcellin qui obtint au premier tour 52,7 % des suffrages exprimés... »

A LORIENT

« L'UDB présentait son candidat (Jean Gélizac) sur la liste de la gauche (P.C., P.S., U.D.B. et divers)... »

A AURAY

« Trois listes se présentèrent : celle de la gauche (P.C., P.S., U.D.B. et divers) qui obtint au premier tour 31,8 % des voix... »

A QUIMPER

« Quatre listes en présence : celle de l'Union de la gauche (C.F.R., P.C.F., U.D.B.) qui obtint au premier tour 28 voix sur 23... »

AU CROISTY (Mor-Bihan)

« En dernière heure un candidat (U.D.B. Bernard Pison...) se présenta sur la liste d'union de la gauche... »

Quelles furent les consignes électorales de l'UDB (UN COMMUNIQUÉ AVANT LE PREMIER TOUR)

L'Union Démocratique Bretonne, Parti breton de gauche, a toujours mené sa politique sans ambiguïté, dans l'intérêt de la Bretagne et du peuple breton.

Aux élections présidentielles, l'UDB lutta contre les candidats de Pöcher et Pompidou. Elle avait fait voter « Non » au référendum de la commune de Lorient. Elle rappelle l'importance politique des élections municipales : la reconnaissance, elle rappelle l'importance politique des élections municipales : la reconnaissance, elle rappelle l'importance politique des élections municipales : la reconnaissance...

1) Dans les villes où l'UDB de la gauche est réalisée, de voter pour elle. 2) Dans les villes où il n'y a pas d'union de la gauche... 3) L'UDB est présente sur une liste, nous demandons de voter et faire voter pour elle...

Pour terminer, l'UDB rappelle aussi ses électeurs que, dans les communes où le scrutin est postal, ce n'est pas le candidat de droite, qui a obtenu la possibilité de remplacer le candidat déclaré par des hommes de gauche...

A BREST

« Cinq listes en présence : celle du centre (Lombard) qui obtint 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

PREMIER BILAN DES MUNICIPALES A BREST

« La présence de seize personnes, nous membres du parti, sur la liste d'Union Démocratique Bretonne, ont une classe importante, montrant que nos amis et sympathisants ont répondu à notre appel... »

PREMIER BILAN DES MUNICIPALES A BREST

« La présence de seize personnes, nous membres du parti, sur la liste d'Union Démocratique Bretonne, ont une classe importante, montrant que nos amis et sympathisants ont répondu à notre appel... »

PROGRÈS DE LA GAUCHE EN PLUSIEURS POINTS IMPORTANTS DE BRETAGNE

Il ne nous reste plus qu'à dégager les conclusions définitives du scrutin que dans le prochain numéro.

DANS LES COTES-DU-NORD

« L'union en 1965, soit une progression de 11,5 %... »

EN LOIRE-ATLANTIQUE

« À Trignac, la gauche manifeste une forte progression... »

DANS LE FINISTÈRE

« A Concarneau, l'union de la gauche devance le candidat indépendant... »

DANS LE MOR-BIHAN

« A Lorient, nous obtenons le meilleur succès de la liste d'union de la gauche... »

EN ILLE-ET-VILAINE

« A Rennes, les listes de gauche (P.C.F., Socialistes) obtiennent 41 % des suffrages... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

« L'union de la gauche, d'ailleurs, a obtenu 24,66 voix (42 % des suffrages)... »

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES

COTES-DU-NORD

GUINGAMP : Un patron de combat.

Le patron de l'entreprise Botrel (sanitaire et chauffage) refuse le syndicalisme dans son entreprise. Depuis la demande de la C.F.D.T. d'organiser des élections de délégués dans l'entreprise, des ouvriers, dont l'un est candidat aux élections, ont été licenciés pour « raisons économiques » alors que l'horaire hebdomadaire est de 54 heures ! Individuellement, le patron démissionne depuis le chaque ouvrier de déchirer sa carte de syndicat et promet des augmentations à ceux qui le font, tout en promettant de démissionner ceux qui oseront persévérer.

LOUDEAC : Manifestation d'agriculteurs.

Près de 600 producteurs de lait se sont réunis à Loudeac pour protester contre l'insuffisance des prix du lait. Ils réclament 0,55 centimes pour le litre à 24 grammes, dans l'immédiat, et un prix européen supérieur de 10 % au précédent. Ils ont déclaré qu'au cas où ces revendications ne seraient pas satisfaites, « les producteurs de la région seraient faire entendre leur voix après les élections de Bruxelles ».

SAINT-BRIEUC :

— Places et postes scolaires manquants.

Le Syndicat des professeurs d'éducation physique et sportive a dénoncé le manque de postes (160) en fonction des besoins du département, pour 102 postes pourvus. Par ailleurs, le S.N.I. des Côtes-du-Nord affirme que les 1.200 places offertes dans les Collèges d'Enseignement Technique du département ne pourront accueillir qu'une petite partie des élèves actuellement en 5^e de transition (1.643). Les autres devront continuer dans les classes privées, qui n'offrent aucun débouché.

— Les amis de M. Chalandon.

Sur la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Croix Saint-Lambert étaient prévus 2.200 logements dont 600 alodés. Toutes les études étant faites, un groupement d'entreprises locales était prêt à commencer les travaux. Mais la décision gouvernementale est arrivée : 182 logements à construire selon la formule « prêt à construire » (où le promoteur doit apporter terrain et projet), avec imposition d'une grosse société extérieure au lieu des entreprises locales. La menace suivit : en cas de refus, les dotations pour 1971 seraient totalement supprimées. Une fois de plus, l'autoritarisme de M. Chalandon ne profite qu'aux gros, qu'aux amis du pouvoir.

FAIMPOL : Menaces sur l'E.M.M.

La grande majorité des 185 élèves de l'Ecole Nationale de la Marine Marchande ont décidé la démission de leurs représentants à la Commission paritaire de l'Ecole. Dans une lettre adressée à deux ministres, ils protestent contre la non-parution du décret de réorganisation des écoles de ce type et manifestent leurs craintes de voir l'Ecole fermer d'ici trois ans. Après le port de commerce, une autre des rares activités de Faimpol se trouve ainsi menacée.

FINISTERE

QUIMPER : Grève dans les Papeteries Bolloré.

Pour appuyer leurs revendications salariales, discutées à Paris par une commission paritaire, 300 ouvriers de l'usine de Quimper et 480 de l'usine de Seair du groupe Bolloré ont fait une grève de 24 heures. Le mouvement n'a pas été suivi par les cadres. (Pau après, les 400 ouvriers des Papeteries Mauduit à Quimper faisaient une grève de 32 heures dans le même but).

BREST : Grève chez Marc (Travaux Publics).

Les travailleurs de l'entreprise de Travaux Publics Marc (1.500 personnes) se sont mis

en grève pour obtenir une augmentation de 10 % des salaires et une révision de la grille des rémunérations. Les travailleurs de l'entreprise travaillant dans les autres départements bretons se sont joints aux meetings.

L'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE DANS LE FINISTERE.

Pour 39 établissements scolaires publics importants, il n'existe que 29 postes budgétaires d'enseignement artistique concentrés sur 21 établissements. Il manque 29 professeurs pour les 39 établissements concernés, sans compter les 34 C.E.G. existants où les professeurs d'enseignement général sont contraints de dispenser l'enseignement artistique. L'éducation est donc réservée à quelques établissements privilégiés. Il n'y a eu qu'une création de poste en 1970. L'Etat français se préoccupe plus de la rentabilisation des futurs travailleurs que de la satisfaction de leurs besoins culturels notamment bretons.

ILLE-ET-VILAINE

FOUGERES : Débrayages massifs.

Une journée d'action syndicale a eu lieu à Fougères, organisée par la C.F.D.T., sur le thème de la retraite à 80 ans et du minimum mensuel à 800 F. 2.000 travailleurs ont débrayé le 5 mars et une partie d'entre eux ont participé à un meeting. Un orateur a rappelé que de nombreux retraités de la région vivent avec moins de 300 F par mois et qu'à Fougères, le chômage continue à s'étendre.

SAINT-MALO : Nouvelles suppressions d'emploi.

15 emplois ont déjà été supprimés à la gare de Saint-Malo il y a quelques mois. La SNCF veut en supprimer neuf autres. Les Syndicats des cheminots affirment que cette mesure menace la sécurité des agents ainsi que celle des circulations ferroviaires et routières. Ils refuseront de desservir le port si les effectifs actuels ne sont pas maintenus. Les restrictions prévues par l'Administration vont à l'encontre des vocations portuaires et industrielles de Saint-Malo.

RENNES :

— Violences fascistes chez Citroën.

Une distribution de tracts socialistes à la sortie de l'usine Citroën à la Janais a été empêchée avec violence par un groupe d'une vingtaine d'hommes sortis de l'entreprise pour chasser les distributeurs. Selon un plan apparemment très étudié, les agresseurs multiplièrent lancements de pierres, aspersions d'huile de vidange, coups de matraque, rations et violences diverses. Des voitures essayèrent de renverser les distributeurs. Les agresseurs tentèrent de relever l'identité des travailleurs qui avaient accepté des tracts, l'un d'entre eux contrôlant l'identité d'un journaliste et s'affirmant membre de la police et ami du ministre de l'Intérieur. Plainte a été déposée. Que fera la justice ?

— Pour des transports urbains populaires et efficaces.

Un Comité provisoire des usagers a manifesté à Rennes contre l'insuffisance des transports urbains rennais (T.U.R.) et dénoncé la collusion de la municipalité et de la société capitaliste des T.U.R. La liaison Est-Ouest (Beaulieu - Villejean), longue de 5 kilomètres, coûte 4 F et dure 1 h 30, la liaison Nord-Sud (Villejean - Bréquigny), longue de 4 kilomètres demande une heure. Des quartiers sont peu ou pas desservis (ZUP-Sud).

ARGENTRE-DU-PLESSIS : Grève chez Rossignol.

Les ouvriers de l'entreprise Rossignol (menui-

Crêperie SAINTE-ANNE

« CHEZ NOEL »

★

Cadre breton - Cidre et Chouchem
RENNES

serie préfabriquée : 143 ouvriers), ont fait une grève d'une semaine à la suite d'une diminution sensible des horaires de travail. Des hommes ne gagnent pas plus de 750 F d'autres environ 600 F. Des salaires féminins sont passés de 600 à 540 F par mois. Pendant la grève, de jeunes agriculteurs ont assuré des distributions de viande, œufs et lait aux grévistes. La salle du patronage et celle du cinéma étant propriétés privées, les grévistes n'ont pu, devant l'opposition des propriétaires (dont la Marguerite d'Argentré, ancien maire), trouver de salle de réunions. La municipalité, dominée par les capitalistes locaux, n'a rien fait pour leur en procurer.

La baisse des salaires est liée à l'attitude du patronat local, paternaliste et autoritaire, et à la crise des industries du Bâtiment en Bretagne.

LOIRE-ATLANTIQUE

NANTES :

— Recul appréciable de la direction de Croisot-Loire, mais pour combien de temps ?

Après six semaines de grève totale, les travailleurs des Batignolles ont repris le travail. Des améliorations ont été obtenues, notamment en ce qui concerne la réduction du temps de travail, les primes annuelles, une augmentation progressive des salaires en deux temps, l'une au 1^{er} mars 1971, l'autre au 1^{er} septembre 1971. On se souvient que les Batignolles étaient en-dessous du reste de la métallurgie nantaise. Le point noir des résultats de cette grève de force est la mensualisation. La direction s'est retranchée derrière une « politique sociale ».

Il n'a pas été possible pour les syndicats d'arriver à une action d'ensemble des travailleurs du trust Croisot-Loire. C'est une nouvelle preuve de la diversité des intérêts et des comportements de l'Hexagone, le problème breton en particulier étant spécifique. Il faudra en tenir compte dans les prochains affrontements. A noter aussi le remarquable solidarité de la population ouvrière et paysanne à l'égard des grévistes.

— Chez les marchands d'hommes.

Une cinquantaine de travailleurs ont occupé les locaux d'une société de location de personnel, la Techn-App. C'est une agence parmi les nombreuses agences que compte la ville de Nantes. Collectif a cessé ses paiements et les salaires (près de 100 millions d'anciens francs) ne sont pas éparpillés (une autre entreprise de marchands d'hommes, la C.R.I.T., a proposé d'embaucher le personnel de la Techn-App pour le mettre à la disposition des différentes entreprises au sein desquelles il est déjà employé. Compte tenu de la carence de la Techn-App, les agents techniques, les ouvriers et les employés se sont vus dans l'obligation d'accepter les propositions de la C.R.I.T. Des profits en perspective, mais pas pour les travailleurs eux-mêmes qui resteront comme avant aussi désarmés.

— Le chômage et la déportation chez Lu-Brun (suite)

Lu-Brun, c'est cette biscuiterie dont le siège social a été transféré à Athis-Mons, près de Paris, avec 300 personnes. La direction a soumis au Comité d'entreprise de l'usine de Nantes un projet de licenciement de 35 travailleurs. Que deviennent les engagements de doubler la production lors du transfert du siège ?

ORVAULT : L'usine L.M.T.

En raison du conflit des Batignolles, l'usine L.M.T. ne voulait plus s'installer à Orvault et le gouvernement l'y a obligé (selon les termes de l'ou.D.R. Dassé). Le permis de construire est déposé. En novembre prochain, les premières pièces (boîtes commutatrices pour les P.T.T.) doivent être fabriquées. On envisageait 2.000 emplois : il n'y aura que 750 dont 600 féminins.

SAINT-HERBLAIN : La Z.I.L.

Toujours au futur, l'usine-relais de la Z.I.L. de Saint-Herblain formera des moniteurs qui enseigneront le travail aux ouvriers et l'A.F.P.A. en formera également. Celles-ci doivent être qualifiées et reconnues comme telles, révalent les journaux. Est-ce la signe d'une usine-piège ? Le P.B. suivra cette affaire de près.

à la lumière de ce qui se passe à Lannion où une autre usine L.M.T. est implantée.

MOR-BIHAN

LANGUIDIC : « L'eau avant le téléphone ! »

Les habitants du quartier compris entre Languidic et Branderion, Saint-Etienne notamment, ont manifesté leur mécontentement par un défilé de tracteurs et un meeting sur la place de Languidic. Aux cris de « l'eau avant le téléphone » et « godaillons nos cours de ferme », ils ont protesté contre le fait qu'il n'existe la qu'une vieille fontaine communale dont l'eau est improprie à la consommation et dénoncé l'état des cours et des chemins ruraux. Ils ont dénoncé l'abandon par l'Etat des communes rurales de la région.

COLPO : Protestation d'agriculteurs.

Dans un télégramme adressé au préfet, les responsables syndicaux, membres de la F.O.S.E.A. et du C.D.J.A. de Saint-Jean-Brevélay, Lanquellas, Colpo, Plaudren, Moussein'ac, Plumelin, Bignan, Nazin et Remungol demandant l'arrêt des travaux de construction, ont écrit à Colpo par un non agriculteur, d'une parcelle industrielle de 800 places. De plus en plus, l'activité des agriculteurs est occupée par des hommes ou des sociétés capitalistes.

LES MOUVEMENTS DANS LES LYCEES DE BRETAGNE

De nombreux mouvements se sont développés dans les lycées de Bretagne en mars. Ils concernent en particulier les lycées techniques, où les conditions matérielles, les conditions d'enseignement et les perspectives d'avenir et d'emploi sont les plus défavorables, et où, en raison de l'énormité et de la complexité de ces types d'établissement, le système du lycée-usine entraîne les plus lourdes contraintes disciplinaires (internats surchargés, etc.). Ces grèves ont entraîné des mouvements de solidarité avec d'autres types d'établissement, et parfois aussi dans l'enseignement privé.

— Au lycée technique Kershan à Brest, les élèves se sont mis en grève pour réclamer l'auto-discipline et l'alignement des conditions de discipline sur celles des autres établissements.

— Au lycée du Bâtiment à Saint-Brieuc, la grève se faisait sur les thèmes de la liberté d'expression et d'information et de sorties culturelles plus nombreuses.

— Au lycée agricole des Trois-Croix de Rennes, il s'agissait de protester contre des menaces de sanction disciplinaires particulièrement lourdes. 3.500 lycéens d'autres établissements rennais ont manifesté à cette occasion leur solidarité.

— A l'Ecole des Métiers du bâtiment à Rennes, les grévistes réclamaient, notamment une amélioration des conditions d'hygiène, de sécurité et de formation. L'établissement neuf, promis depuis 18 ans, est toujours attendu. Cette école, en partie contrôlée par la Chambre de Commerce, dispense une formation médiocre à des jeunes qui n'ont d'autre avenir que l'exploitation.

Il faut remarquer que tous ces mouvements ont entraîné des mouvements de solidarité massifs dans la jeunesse scolaire, et qu'ils assistent à un glissement politique de revendications d'abord matérielles.

La décision de l'Education nationale française de fermer certains établissements et de prendre des sanctions montre bien la seule volonté répressive du gouvernement face à des mouvements qui protestent contre les conditions faites aux jeunes. La volonté du pouvoir parisien à l'égard de l'enseignement technique et professionnel montre bien sa volonté de mettre cette spécialité sous le contrôle des entreprises privées et, par là, d'accroître l'exploitation des futurs travailleurs qu'ils sont.

Imprimerie Commerciale, Rennes



Directeur de la publication : J.-Y. Vaillard
Publication inscrite à la C.P.A.P. n° 41.307
Tirage : 8.000 ex. — Dépôt légal 2^e trimestre